Burundi : dix ânes financés par la France courroucent le pouvoir

Europe1, 28 mai 2018 Le ministreÂ burundaisÂ de l'Agriculture a ordonnÃ© dimanche la mise en quarantaine de dix Ã¢nes introduits dans une commune du centre du pays grÃ¢ce Ã un financement de l'ambassade de France, aprÃ¨s une polÃ©mique menÃ©e par des personnalitÃ©s proches du pouvoir.

Le projet d'introduction des Ã©quidÃ©s dans un village a Ã©tÃ© violemment critiquÃ© par des figures proches du pouvoir qui o qualifiÃ© ce don d'"insulte Ã la nation", sur fond de critiques de Paris de la situation politique au Burundi. AchetÃ©s en Tanzanie, les Ã¢nes avaient Ã©tÃ© mis Ã la disposition des habitants d'un village de la province de Gitega, dans le cadre d'un projet d'une ONG locale pour aider femmes et enfants Ã transporter les produits agricoles, l'eau ou le bois de chauffe. "Insulte Ã la nation".Â Le projet a Ã©tÃ© violemment critiquÃ© ces derniers jours par des figures proches du pouvoir qui ont qualifiÃ© ce don d'Ã¢nes d'"insulte Ã la nation", rappelant que cette espÃ¨ce, qui n'est pas indigÃ¨ne du Burundi, symbolise dans la langue franÃ§aise l'ignorance et la bÃªtise. Dimanche, le ministre DÃ©o Guide Rurema a demandÃ© Ã un administrateur local de "faciliter le retrait immÃ©diat de tous les Ã¢nes qui ont Ã©tÃ© distribuÃ©s (...) sans respecter les procÃ©dures techniques de distribution d'animaux exotiques", et exigÃ© qu'ils soient acheminÃ©s dans un centre de quarantaine. "Toutes les procÃ©dures ont Ã©tÃ© respectÃ©es".Â Jeudi, jour de l'inauguration du projet, l'ambassadeur de France au Burundi, Laurent Delahousse, s'Ã©tait fÃ©licitÃ© sur Twitter de "l'introduction de la Land Cruiser du rÃ¨gne animal au Burundi". En rÃ©ponse Ã la polÃ©mique, l'ambassadeur avait ensuite assurÃ© sur Twitter qu'Ã sa "connaissance, toutes le procÃ©dures ont Ã©tÃ© respectÃ©es". RÃ©forme constitutionnelle.Â "L'ambassade de France est en train de payer le rÃ©cent communiquÃ© sur le rÃ©fÃ©rendum au Burundi et la visite de Kagame en France, notamment", a analysÃ© un diplomate europÃ©en, sous couvert d'anonymat. Le diplomate fait rÃ©fÃ©rence aux critiques Ã©mises par la France contre le rÃ©fÃ©renc controversÃ© du 17 mai, qui a vu l'approbation d'une rÃ©forme constitutionnelle laissant la possibilitÃ© au prÃ©sidentÂ Pierre NkurunzizaÂ de rester en poste jusqu'en 2034. Il Ã©voque aussi laÂ rÃ©cente visite en France de Paul Kagame, prÃ©sident du Rwanda voisin, qui entretient des relations tendues avec le Burundi. "Politisation Ã outrance d'un simple micro-projet".Â "Cette politisation Ã outrance d'un simple micro-projet est une catastrophe pour les paysans qui allaient en bÃ©nÃ©ficier, et pour l'ONG qui a invitÃ© ce projet et qui visait Ã terme l'introduction d'un millier de bÃªtes dans la rÃ©gion", a regrettÃ© le diplomate europÃ©en. Un projet similaire dans la province de Ruyigi, dans l'est du pays, financÃ©, lui, par la coopÃ©ration belge depuis plus d'une annÃ©e, n'a jusqu'ici rencontrÃ© aucun problÃ¨me. Crise politique.Â Le Burundi est plongÃ© dans une grave crise politique depuis l'annonce de la candidature controversÃ©e de Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, en avril 2015. Le rÃ©gime burundais est accusÃ© de graves violations des droits de l'homme et est de plus en plus isolÃ© sur la scÃ¨ne internationale.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});